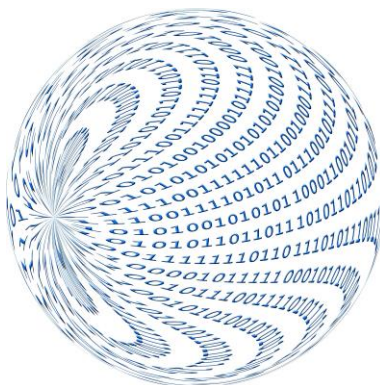


Réaliser les promesses de l'open data

Contact : [Gauthier Labalette](#)

L'open data désigne une donnée dont l'accès est totalement public et libre de droit, au même titre que l'exploitation et la réutilisation. C'est une idée tendance depuis quelques années, tout particulièrement depuis que Barack Obama a lancé le projet « Open Government » en 2009. Depuis, les initiatives se sont multipliées sur tous les continents. La plupart des pays ont désormais leur stratégie open data, leur plan d'actions et un début de cadre juridique. Il existe même un classement des pays les plus avancés sur le sujet (Open Data Index). Au tableau d'honneur, Taiwan est en tête, la France quatrième et les Etats-Unis pointent au onzième rang.

Après dix années d'investissement, il est temps de réaliser une évaluation de ces projets et de dessiner les perspectives de l'open data pour la prochaine décennie. Qu'allons-nous réellement accomplir grâce à l'open data ?



L'open data comme levier économique

Dans un rapport de 2003 consacré à l'open data ("Unlocking innovation and performance with liquid information"), le cabinet McKinsey chiffrait le potentiel économique de l'open data à 3 000 milliards de dollars. Depuis, nous avons vu que de très nombreux gouvernements embrassaient la cause de l'open data. Toutefois, d'un point de vue économique, les promesses de McKinsey semblent encore loin de se réaliser. Bien sûr, il est trop tôt pour dresser un bilan complet. Et, il est très difficile de mesurer avec précision tous les bénéfices de l'open data. C'est certain. Mais, existe-t-il des premiers signaux positifs ?

L'open data est un concept extrêmement large. Pour bien comprendre sa valeur, il faut se positionner du côté du fournisseur de données. Sans fournisseur, il n'y a pas de données à ouvrir... Et, il est pertinent de distinguer le secteur public et le privé.

Les pouvoirs publics ont été pionniers dans la promotion de l'open data. Depuis toujours, le secteur public produit et récolte de vastes ensembles d'informations : des données géographiques, météorologiques ou relatives à des projets de recherche. De nombreux secteurs peuvent bénéficier de cette manne d'informations. Par exemple, l'open data peut aider les personnes recherchant un nouveau logement. Des métriques décrivant l'environnement d'un bien (équipements, statistiques scolaires, résultats aux élections) peuvent ainsi faciliter la décision d'investissement. Dans un secteur différent, des informations historiques sur l'enneigement peuvent améliorer le taux de conversion, pour les sports d'hiver. Ces exemples fournissent des cas d'usage intéressants mais sont assez anecdotiques à ce stade. En réalité, nous estimons que l'open data fournit aujourd'hui beaucoup plus de bénéfices, en termes d'efficacité et de réduction des coûts. Certes, cela attire moins l'attention que les services d'une nouvelle start-up. Mais c'est tout aussi tangible. Les économies profitent au secteur public lui-même (simplification des processus et des outils pour mettre à disposition l'information) et au secteur privé. Une agrégation massive de données aide toujours la productivité.

Les acteurs privés s'engagent également dans la voie de l'open data, mais avec des objectifs différents. Tout d'abord, certaines entreprises n'ont pas vraiment le choix. C'est ainsi que dans les transports publics, les informations sur les retards et autres problèmes circulent d'ores et déjà librement et abondamment sur Facebook ou Twitter. Dans ces conditions, fournir un accès transparent aux données opérationnelles est le meilleur moyen de rétablir la confiance avec les clients.

D'autres entreprises peuvent être plus offensives. Le respect des données personnelles d'impose ainsi comme un sujet de préoccupation majeur pour les clients. La mise en place du RGPD va renforcer cette tendance. Dans ces conditions, redonner aux clients le contrôle de leurs données est un excellent moyen de se différencier positivement. Enfin, dans une perspective différente, de nombreux consommateurs sont attentifs à la contribution des entreprises pour la collectivité (respect des normes sociales et environnementales). Dès lors, afficher de manière transparente ses actions et ses résultats sera reçu très positivement.

L'open data pour renforcer la démocratie

L'information a toujours joué un rôle majeur dans le bon fonctionnement des démocraties. Des informations transparentes et un débat argumenté permettent aux citoyens de faire un choix éclairé lors des élections. Pendant des décennies, cela a été rendu possible par les journalistes et les partis politiques. Cependant, ces acteurs ont vu leur cote de confiance diminuer depuis quelques années, dans tous les pays. Les experts ne sont pas écoutés et de nombreux politiciens suscitent plus de rejet que d'adhésion. L'information est perçue comme étant manipulée par des experts et des *spin doctors*. Ce phénomène remet en question les piliers de la démocratie.

Cette tendance est une surprise. En effet, dans les vingt dernières années, nous avons assisté à une formidable révolution de l'information. Historiquement, les démocraties étaient critiquées car il existait une asymétrie d'information entre les élites et le peuple. Comme l'information circule désormais sans limite sur Internet, la démocratie aurait dû y gagner. Plus d'information signifie en théorie des débats de meilleure qualité et des décisions plus instruites. Mais, les récents scrutins électoraux ont au contraire démontré la fragilité croissante des démocraties.

L'open data est souvent décrit comme un moyen de défendre la démocratie. En effet, quand les citoyens ont accès à l'information de manière transparente et objective, ils peuvent mieux évaluer les actions de leurs représentants et la pertinence de leurs discours. Des journalistes et des organisations indépendantes ont été pionniers dans le domaine, en lançant des pratiques de *fact-checking* (vérification des faits). PolitiFact aux Etats-Unis ou Full Fact au Royaume-Uni permettent aux citoyens de vérifier en direct ce qu'affirment leurs politiciens. Cette pratique est devenue un passage obligé dans les médias. Cependant, dans le même temps, les *fake news* (fausses infos) se propagent aisément et de manière virale, au mépris des louables efforts de vérification journalistique. Pour un citoyen désireux de s'informer, il est aujourd'hui assez facile d'évaluer la pertinence de certains arguments électoraux, ou du moins de tester leur solidité. Pour autant, cela ne suffit pas à endiguer les pratiques de désinformation. L'open data ne semble donc pas être un remède miracle à la crise des démocraties.

Nous estimons que les bénéfices de l'open data seront avant tout visibles au niveau local. Contrairement à l'échelle nationale, c'est une dimension où très peu d'informations sont disponibles pour les citoyens. Il est ainsi assez complexe d'évaluer les résultats de son maire et de son équipe municipale. Pourtant, c'est un espace où de nombreuses décisions importantes sont prises. Rendre possible le *fact-checking* au niveau local pourrait apporter une contribution significative à la vie de la cité. Pour illustrer ce que pourrait être le futur, l'initiative récemment lancée par Steve Ballmer, ancien CEO de Microsoft, est intéressante. Son équipe travaille à la construction d'une base de données, appelée USAFacts, qui fournira une vue exhaustive des revenus et des charges au niveau fédéral, des différents Etats et des collectivités locales. Avec un tel outil, les citoyens pourront évaluer comment sont utilisés leurs impôts, ils pourront effectuer des comparaisons et dialoguer avec leurs représentants, en apportant des arguments solides et constructifs.

§

Grâce au développement de l'Internet, des smartphones et des réseaux sociaux, les individus sont devenus plus malins. C'est vrai quand ils font leurs courses dans un magasin et recherchent une meilleure affaire en même temps sur leur téléphone. C'est aussi vrai lorsqu'ils remettent en question ce que leur dit leur docteur, après s'être documentés sur un site spécialisé. L'open data a pour corollaire une libération de l'information. Comme les personnes sont devenues des consommateurs ou des patients plus exigeants, il y a fort à parier qu'ils deviendront également des citoyens plus exigeants. D'un point de vue économique, la monétisation des données ouvertes est lancée, mais à une échelle qui demeure modeste. Au-delà de la recherche d'efficacité, nous recommandons aux entreprises d'utiliser l'open data comme un moyen de renforcer le lien de confiance avec leurs clients.